



Information, secret et signalement : repères pour la recherche



Mathieu LACAMBRE
Filière Psychiatrie Légale,
CHU Montpellier



Plan

- Définitions
- Dérogations
- Situations pratiques
- Conclusion



- Secret s'applique mais dérogations ou obligations professionnelles de transmission d'information, selon le contexte, l'objet et le sujet.
- Les données de la recherche :
 - Informations personnelles
 - Œuvres/création
 - Documents/archives=> confidentialité, consentement et anonymat

Pour la recherche en psychiatrie (légale) :

- Particulière vulnérabilité des personnes qui participent
- Risque de « découvrir » des violences (recherche sur le suicide, les comportements violents...)



Définitions

Qu'est ce que le secret professionnel?

=> obligation (sanctionnée par la loi pénale) imposant à certains professionnels de taire les informations (à caractère secret) dont ils sont dépositaires, soit :

- par état (ministre du culte),
- soit par profession (médecins, infirmiers, avocats, pharmacien...)
- soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire (par exemple dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance, la Protection Maternelle et Infantile...).

=> **Art. 226-13 CP** :

La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende



Dérogations

Dérogations

- **générales** d'ordre médical à révéler une information lorsqu'elle permet l'ouverture de droits (naissance, grossesse, Affection Longue Durée..), d'éviter la propagation d'une épidémie (art. 3113-1 CSP) mais aussi d'ordre juridique pour empêcher un crime (art. 434-2 CP) ou porter assistance à une personne en péril (art. 223-6 CP).
- **spécifiques** pour signaler un mineur ou une personne vulnérable victime de violences (art. 226-14 CP).

Art 226-14 du Code Pénal

Modifié par LOI n°2021-1539 du 30 novembre 2021 - art. 41

L'article 226-13 n'est pas applicable dans les cas où la loi impose ou autorise la révélation du secret. En outre, il n'est pas applicable :

1° A celui qui informe les autorités judiciaires, médicales ou administratives de **privation ou de sévices**, y compris lorsqu'il s'agit d'atteintes ou mutilations **sexuelles**, dont il a eu **connaissance** et qui ont été infligées à un **mineur** ou à une **personne qui n'est pas en mesure de se protéger** en raison de son âge ou de son incapacité physique ou psychique ;



2° Au médecin ou à tout autre professionnel de santé qui, **avec l'accord de la victime**, porte à la connaissance du procureur de la République ou de la cellule de recueil, de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes relatives aux mineurs en danger ou qui risquent de l'être, mentionnée au deuxième alinéa de l'article L. 226-3 du code de l'action sociale et des familles, les **sérvices ou privations** qu'il a **constatés**, sur le plan **physique** ou **psychique**, **dans l'exercice de sa profession** et qui lui permettent de présumer que des violences physiques, sexuelles ou psychiques de toute nature ont été commises. Lorsque la victime est un **mineur ou une personne qui n'est pas en mesure de se protéger** en raison de son âge ou de son incapacité physique ou psychique, **son accord n'est pas nécessaire** ;

3° Au médecin ou à tout autre professionnel de santé qui porte à la connaissance du procureur de la République une **information relative à des violences exercées au sein du couple** relevant de l'article 132-80 du présent code, lorsqu'il estime en conscience que **ces violences mettent la vie de la victime majeure en danger immédiat** et que **celle-ci n'est pas en mesure de se protéger en raison de la contrainte morale résultant de l'emprise exercée** par l'auteur des violences. Le médecin ou le professionnel de santé doit **s'efforcer d'obtenir l'accord de la victime majeure ; en cas d'impossibilité d'obtenir cet accord, il doit l'informer du signalement** fait au procureur de la République ;



4° Aux professionnels de la santé ou de l'action sociale qui informent le préfet et, à Paris, le préfet de police du caractère **dangereux** pour elles-mêmes ou pour autrui des personnes qui les consultent et dont ils savent **qu'elles détiennent une arme** ou qu'elles **ont manifesté leur intention** d'en acquérir une.

5° Au vétérinaire qui porte à la connaissance du **procureur de la République** toute **information relative à des sévices graves, à un acte de cruauté ou à une atteinte sexuelle sur un animal** mentionnés aux articles 521-1 et 521-1-1 et toute information relative à des mauvais traitements sur un animal, constatés dans le cadre de son exercice professionnel. Cette information ne lève pas l'obligation du vétérinaire sanitaire prévue à l'[article L. 203-6 du code rural et de la pêche maritime](#).

Le signalement aux autorités compétentes effectué dans les conditions prévues au présent article ne peut engager la responsabilité civile, pénale ou disciplinaire de son auteur, sauf s'il est établi qu'il n'a pas agi de bonne foi.

En pratique

Signalement à l'autorité sanitaire

- Les Maladies à Déclaration Obligatoire (MDO)
 - *Article L3113-1 du Code de la santé Publique*
 - Maladies nécessitant l'intervention de l'autorité sanitaire et une surveillance continue (caractère collectif ou potentiel impact sur la santé)
 - 36 MDO en juin 2021
 - 34 infectieuses (tétanos, rage, VIH, rougeole, rubéole...)
 - 2 non infectieuses (mésothéliomes et saturnisme chez l'enfant mineur)
 - Déclaration nominative au médecin de l'ARS et à l'institut de veille sanitaire (InVS)



Mineurs et majeurs vulnérables

- *Article 226-13 du Code Pénal*
 - La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende
- *Article 226-14 du Code Pénal*
 - précise les dérogations du secret médical et la place du consentement de la victime
 - « L'article 226-13 n'est pas applicable dans les cas où la loi impose ou autorise la révélation du secret »



Majeurs vulnérables

- Signalement également possible pour une demande d'ouverture de mesure de protection juridique (articles 430 et 431 du Code Civil)
- **Toute personne dans l'impossibilité de pourvoir seule à ses intérêts en raison d'une altération, médicalement constatée, soit de ses facultés mentales, soit de ses facultés corporelles de nature à empêcher l'expression de sa volonté peut bénéficier** (articles 425 du Code Civil)
 - Sauvegarde de Justice
 - Curatelle simple et renforcée
 - Tutelle



Permis de conduire

- Aptitude médicale à la conduite
 - Réservée aux médecins agréés sur liste établie par la Préfecture
 - Si conduite nécessaire dans le cadre professionnel : médecin du travail
- Arrêté du 21 décembre 2005 précise la liste des affections médicales incompatibles avec l'obtention ou le maintien du permis de conduire, ou pouvant donner lieu à la délivrance de permis de conduire de durée de validité limitée

⇒ Article 223-6 CP (NAPP)

⇒ Article 221-6 CP (homicide involontaire)

⇒ Article 121-3 CP (mise en danger délibérée de la vie d'autrui)



Radicalisation

- Pas de dérogation particulière
- S'il s'agit d'un mineur
 - Mineur en danger : possibilité de recours à la CRIP ou au Parquet des mineurs
- S'il s'agit d'un majeur
 - Conseil possible auprès du CIPDR (Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation)



IP ou Signalement?

Information ou signalement?

- information préoccupante :

« *tout élément d'information, y compris médical, susceptible de laisser craindre qu'un enfant se trouve en situation de danger ou en risque de danger, qu'il puisse avoir besoin d'aide* ».

- Signalement :

« *acte professionnel écrit présentant la situation d'un enfant en danger qui nécessite une protection judiciaire* »

Cf art. 375 du Code civil.



En fonction du niveau de gravité

- **L'information préoccupante**

- **Doute ou questionnement** sur la situation du mineur,
- Situation à risque probable, enfants en danger **hors urgence**

⇒ **La CRIP** (cellule de recueil des informations préoccupantes)

⇒ Appartiennent aux conseils généraux

⇒ Interface entre service départementaux d'aide à l'enfance et les tribunaux

- **Le signalement (H-24)**

- **Urgence,**
- **Séviences sexuels, suspicion de violences caractérisées**
- Nécessité de protéger de l'auteur présumer, de **protéger l'enfant en urgence**

⇒ **Procureur de la république**

⇒ Possibilité d'action immédiate (téléphone + fax)

⇒ Seul habilité en cas d'urgence

Obligation indirecte pour tous citoyens?

- **Art. 434-3 CP**

- Le fait, pour **quiconque** ayant eu connaissance de privations, de mauvais traitements ou d'atteintes sexuelles infligés à un mineur **de moins de quinze ans** ou à une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge, d'une maladie, d'une infirmité, d'une déficience physique ou psychique ou d'un état de grossesse, de **ne pas en informer** les autorités judiciaires ou administratives **est puni** de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.
- Sauf lorsque la loi en dispose autrement, sont exceptées des dispositions qui précèdent les personnes astreintes au secret dans les conditions prévues par [l'article 226-13](#).

=> Obligation pour un fonctionnaire

Article 40 Code Pénal

« Toute autorité constituée, tout officier public ou **fonctionnaire** qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un **crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur** de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs ».



Obligation déontologique pour les médecins

Article 44 du Code de Déontologie (= article R.4127-44 du code de la santé publique)

« Lorsqu'un médecin **discerne** qu'une personne auprès de laquelle il est appelé est victime de sévices ou de privations, il doit mettre en œuvre les moyens les plus adéquats pour la protéger en faisant preuve de prudence et de circonspection.

Lorsqu'il s'agit d'un mineur ou d'une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son état physique ou psychique, **il alerte les autorités judiciaires ou administratives**, sauf circonstances particulières qu'il apprécie en conscience »



Conclusion

Conclusion

- **Adossé au secret**, le **signalement** est à la fois un **acte** médical, administratif et juridique **strictement encadré**. Sur la **base d'éléments réels et suffisants**, il permet **d'attirer l'attention d'une autorité compétente** afin de **mettre en œuvre les mesures de protection adaptées** en particulier pour des personnes vulnérables.
- Enjeu du signalement :
 - Révéler la **bonne information** (objective, pertinente, restreinte)
 - Au **bon moment** (évaluation de l'urgence, du niveau de danger, de détresse et de la vulnérabilité de la personne examinée)
 - A la **bonne autorité** concernée (judiciaire, administrative, sanitaire...)



Contenu du signalement :

- **Information ciblée**, jugée préoccupante
- Destiné à alerter l'autorité publique **pour la mise en œuvre, en urgence, de mesures de protection adaptées**
- **Ecrit** précis et objectif
- Précise le **contexte** de révélation des faits et l'évaluation du **niveau de danger** dans laquelle se trouve la personne examinée (danger vs risque de danger vs danger grave et immédiat)
- La *loi 2015-1402* stipule que la responsabilité des professionnels de santé ne saurait être engagée en cas d'erreur de signalement, sauf mauvaise foi
- A l'inverse, une absence de signalement alors que la situation le nécessiterait, pourrait entraîner des poursuites
 - *Article 434-3 CP : non dénonciation victime moins de 15 ans*
 - *Article 223-6 CP : non assistance à personne en péril*
 - *Article 4127-9 CSP : obligation de porte assistance ou de s'assurer que les soins nécessaires sont administrés*
 - *Article 4127-44 CSP : obligation de signalement mineur ou personne vulnérable*



SYNTHESE (pour la pratique)

- (Bien) Connaître le cadre légal
- (Bien) Signaler permet de (bien) protéger
- S'efforcer de (bien) recueillir le consentement du sujet
- En cas de doute, prendre avis auprès :
 - de la DRC et/ou investigateur principal
 - du CDOM ou tout autre ordre professionnel
 - de son supérieur, employeur (service juridique)
 - de son assureur (assurance professionnelle)

MERCI DE
VOTRE
ATTENTION



Bibliographie

- Loi n°2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé.
- Décret n° 2016-994 du 20 juillet 2016 relatif aux conditions d'échange et de partage d'informations entre professionnels de santé et autres professionnels des champs social et médico-social et à l'accès aux informations de santé à caractère personnel.
- HAS, « Recommandations pour la pratique clinique : Accès aux informations concernant la santé d'une personne », décembre 2005.
- HAS, « Amélioration des pratiques et sécurité des patients : Annonce d'un dommage associé aux soins », mars 2011.
- JONAS C., Dossier médical et secret professionnel dans les soins aux mineurs, *Enfances & Psy*, vol. 39, no. 2, 2008, pp. 76-87.
- JONAS C., SENON J.-L., Le secret professionnel en psychiatrie et en neurologie, *Neuropsych News*, dossier spécial 2005 vol. 4, n° 2.
- LACAMBRE M., le secret médical est-il opposable au paranoïaque ? *Annales Med Psych*, vol 176 n°7 pp. 697-701, septembre 2018.
- LECU A., Le secret médical, vie et mort, Cerf 2016, 318 p.
- MANAOUIL C., DAURY-FAUVEAU M., Regards croisés sur le médecin face au partenaire d'un patient séropositif. *Med Droit* 2008 ;2008 :147.



Objet		Destinataire	Site internet	Tel
Mineurs en danger		CRIP	https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/2.2._coordonnees_crip_de_france.pdf	
		Parquet des mineurs	http://www.annuaires.justice.gouv.fr/implantation-judiciaire-11617/tribunaux-pour-enfants-11631/	
		SNATED	https://www.allo119.gouv.fr/	119
Radicalisation violente		CNAPR	https://www.interieur.gouv.fr/Dispositif-de-lutte-contre-les-filieres-djihadistes/Assistance-aux-familles-et-prevention-de-la-radicalisation-violente/Votre-signalement	0800 005 696
Violences conjugales		Ministère de l'intérieur	https://www.service-public.fr/cmi http://www.stop-violences-femmes.gouv.fr	3919
		CNOM	https://www.conseil-national.medecin.fr/sites/default/files/external-package/rapport/1xufjc2/vademecum_secret_violences_conjugales.pdf	
Victimes		France Victime	https://www.france-victimes.fr/	116 006
VS sur mineurs		FFCRIAVS	https://www.ffcriavs.org/nos-actions/numero-unique/	0 806 23 10 63
Permis	voiture	Préfecture	www.securite-routiere.gouv.fr https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000265763	
	avion	DGAC	medaero-bf@aviation-civile.gouv.fr	
	armes	Préfecture	https://www.interieur.gouv.fr/Le-ministere/Prefectures	
Maladies infectieuses		ARS	https://www.ars.sante.fr/	
		InVS	https://solidarites-sante.gouv.fr/soins-et-maladies/signalement-sante-gouv-fr/	

